

Direction des Services Techniques
GB/DC/HC/JFT/RN

ARRÊTÉ MUNICIPAL N° ST 407-2023

(Abroge arrêté municipal N° ST 386-2023)

Portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public 19 Avenue des Commandos d'Afrique

Le Maire de la Commune du Lavandou

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route et notamment ses articles L.325-1 et R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-8, R.411-25, R.417.4, R.417-9, R.417-10 et R.417-11,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 – 8^{ème} partie),

Vu la Loi N° 82-213 du 2 Mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la Loi N° 82-623 du 22 Juillet 1982 et par la Loi N° 83-8 du 7 Janvier 1983,

Vu l'arrêté municipal N°2020217 du 08/07/2020 portant délégation de fonction et de signature à M. Denis CAVATORE,

Vu l'arrêté municipal N° ST 386-2023 du 27 septembre 2023 portant autorisation d'occupation du domaine public sis 19 Avenue des Commandos d'Afrique à **la SARL AZUR MACONNERIE SERVICES – Rep. Par M. AUBERT Alain – 592 Chemin de la Ruytele – 83260 LA CRAU**, du lundi 9 octobre 2023 au vendredi 13 octobre 2023 inclus, pour installation d'une nacelle ciseau et réservation de places de stationnement,

Vu les déclarations de Monsieur AUBERT en date du 11/10/2023 nous précisant que les travaux étaient terminés le 11/10/2023 et qu'il n'y avait plus lieu d'occuper le domaine public jusqu'au vendredi 13/10/2023,

Considérant qu'en fonction de ces éléments, l'arrêté ST 386-2023 doit être abrogé,

ARRETE

Article 1 : Le présent arrêté municipal abroge l'arrêté municipal N° ST 386-2023 du 27 Septembre 2023.

Article 2 : Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public communal, comme énoncé dans sa demande, **19 Avenue des Commandos d'Afrique :**

- **sur 20 m², soit 2 places de stationnement, devant l'entrée du bâtiment Les Orangers,**
- **sur 7 m² au niveau de l'emprise de la nacelle ciseau sur le trottoir,**

Article 3 : Le stationnement de tous les véhicules y compris les motos, cyclomoteurs, vélomoteurs, cycles et autres, sera interdit sur l'emplacement défini à l'article 1^{er}, **du lundi 9 octobre 2023 au mercredi 11 octobre 2023 inclus.**

Article 4 : La présente interdiction sera matérialisée sur le site par des barrières et panneaux règlementaires mis en place par les Services Techniques Municipaux conformément aux dispositions de l'instruction interministérielle susvisée.

Article 5 : Pendant les périodes de chargement ou déchargement sur le domaine public, le bénéficiaire devra signaler son chantier, conformément à l'instruction interministérielle sur la circulation routière (Livre I – 8^{ème} partie). Elle sera mise et maintenue en place par le bénéficiaire, qui sera et demeurera entièrement responsable de tous les incidents ou accidents qui pourraient survenir du fait du chantier. A l'expiration de l'autorisation ou en cas de révocation, le permissionnaire est tenu de libérer la voie publique et de restituer l'emplacement dans son état d'origine.

Article 6 : Le pétitionnaire s'engage à assurer la continuité de la circulation piétonne en toute sécurité.

Article 7 : Les usagers de la voirie sont tenus de respecter la signalisation provisoire mise en place.

Article 8 : Les véhicules en infraction qui ne respecteront pas la signalisation prévue à l'article 3 seront enlevés et mis en fourrière, aux frais du contrevenant.

Article 9 : Le pétitionnaire acquittera dans la caisse du receveur municipal, la redevance fixée pour l'année en cours à **1.60 € le m² par jour d'occupation.**

Article 10 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulon sis 5, rue Racine - 83000 TOULON – dans les 2 mois à compter de sa date de notification et de publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 11 : Messieurs Le Directeur Général des Services, Le Directeur des Services Techniques, Le Chef de la Police Municipale, Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Bormes-Les-Mimosas, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à la SARL AZUR MACONNERIE SERVICES – Rep. Par M. AUBERT Alain.

Fait au Lavandou, le 19 octobre 2023



Pour Le Maire,
Denis Cavatore – Adjoint aux Travaux

Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de la présente notification

Notification faite à la SARL AZUR MACONNERIE SERVICES – Rep. Par M. AUBERT Alain, par mail

En date du

Publié le